

Parents coupables ou victimes¹?

par Hafida Bachir, présidente de Vie Féminine

Nous savons que les familles ont plus besoin d'aide que de condamnations, plus besoin de soutien que de mesures punitives, de compréhension que de dispositions qui les privent de leurs droits ou les considèrent comme des moins que rien.

Dans quelle société vivons-nous ? Aujourd'hui, c'est la médiatisation d'un fait qui guiderait les nouvelles priorités politiques ? Pour s'en rendre compte, il suffit de voir l'écho recueilli par des films récents sur le réchauffement de la planète ou encore sur la prise en compte des anciens combattants étrangers venus d'Afrique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale... Plus près de chez nous, et dans un tout autre registre, épingleons l'impact du crime horrible de la Gare Centrale sur l'ensemble de la classe politique. Ce fait a provoqué un véritable emballement de tous nos dirigeants qui se sont mis à exiger, avec une rare unanimité, que les parents qui ne prennent pas leurs responsabilités, soient sanctionnés ! Des parents « démissionnaires », comme ils aiment les appeler, des parents qui ne s'occupent pas de leurs enfants. Le raccourci est ainsi vite trouvé : enfants délinquants = parents coupables ! Et qui dit parents coupables dit parents à éduquer et à punir !

Un gadget sigmatisant

C'est dans ce contexte que la Ministre chargée de l'aide à la Jeunesse en Communauté française s'apprête à lancer des stages parentaux qui permettront aux parents de *réfléchir sur eux-mêmes, sur leur histoire personnelle et relationnelle ainsi que sur leur rôle de parent...* Plus précisément, *les parents seront amenés à débattre et à réfléchir sur leur responsabilité par rapport à l'avenir de leur enfant, ce qui a manqué dans le développement de l'enfant pour qu'il pose un acte de délinquance, les erreurs qu'ils ont pu commettre à l'égard de leur enfant, les moments difficiles de la famille,*² ...

Le stage vise plusieurs objectifs. Il entend favoriser une prise de conscience par les parents de leurs responsabilités civiles et pénales ainsi que de leurs responsabilités éducatives. La mesure affirme également vouloir offrir une aide à la résolution des conflits et problématiques de l'enfant. Dans cette perspective, le parent sera amené à favoriser le dialogue intrafamilial, à poser des exigences à l'enfant et à en contrôler le respect, etc. Les parents apprendront en

¹ « Parents coupables ou victimes » : titre d'un article de Martine Vandemeulebroeck-Le Soir des 25 et 26/06

² Gouvernement de la Communauté française – communiqué du 10/11/06

outre à mettre des limites à leur enfant, à construire une relation ou encore à répondre aux besoins de leur enfant. Notons que l'absence de participation au stage parental imposé aux parents accusés de se désintéresser des comportements délictueux de leur enfant entraînera pour ce(s) parent(s) des sanctions pénales pouvant aller d'une amende à une peine d'emprisonnement.

Très critiquées par de nombreuses associations, ces mesures ne feront à notre avis que renforcer le sentiment, y compris chez les professionnels de l'Aide à la jeunesse, que décidément, *on n'a rien compris au désarroi des parents et des jeunes*. En effet, le secteur de l'Aide à la jeunesse est furieux de la tournure sécuritaire des orientations prises par la Ministre : *L'aide à la jeunesse n'est pas à vendre. Les moyens nouveaux que l'on nous propose doivent servir à renforcer nos missions actuelles, et pas répondre à une politique de l'immédiateté dont l'objectif est de flatter l'opinion publique*³. Selon ces mêmes opérateurs, le stage parental est considéré comme un gadget qui stigmatise les parents en difficulté au lieu de les aider.

En tant que mouvement travaillant dans la proximité avec les femmes et donc avec les familles, nous savons aussi que ces discours politiques et les mesures proposées peuvent être dangereux et irresponsables. Nous savons en effet que les familles ont plus besoin d'aide que de condamnations, plus besoin de soutien que de mesures punitives, de compréhension que de dispositions qui les privent de leurs droits ou les considèrent comme des moins que rien. Nous savons aussi qu'il n'y a pas de "parents démissionnaires", il y a avant tout des "parents". C'est-à-dire des personnes avec des vécus, des parcours et des histoires. Et nous estimons qu'il va de la responsabilité de la société de les considérer et de les repositionner sans les humilier. Car les parents sont avant tout des interlocuteurs à part à part entière.

De l'individuel... au collectif

Aujourd'hui, à côté des mesures de sanctions prônées par les responsables politiques, d'autres alternatives voient le jour. Parmi celles-ci, certaines permettent aux parents de se former ou de s'informer, d'être écoutés ou d'écouter d'autres parents. Des lieux collectifs se mettent ainsi en place pour soutenir les parents dans leur fonction de parents. Une bonne chose, pourrait-on penser si on ne regarde pas de plus près le public que ces initiatives concernent. Car en réalité, on peut se demander si les parents qui se rendent dans ces lieux sont vraiment ceux qui en ont le plus besoin. La démarche proposée ne correspond-elle pas plutôt aux aspirations d'une certaine catégorie de parents ? Ceux qui volontairement se questionnent déjà sur la *parentalité*, ce nouveau concept piégé et chargé intellectuellement

Cette approche pourrait se révéler finalement très éloignée des aspirations des familles des milieux populaires.

Ce qu'il faut privilégier à notre avis, ce sont des lieux dans la proximité, dans les quartiers, des lieux collectifs où les parents sont déjà présents. En d'autres termes, aller vers les parents dans les lieux qui sont les leurs, des lieux familiers et non stigmatisants. Tout en réaffirmant qu'il ne suffit pas d'imaginer des lieux, aussi proches soient-ils, pour être dans une démarche constructive et de réelle prise en compte des personnes. La démarche qui y sera proposée est aussi importante. Il s'agit de partir du principe que les parents ont des capacités et des droits. Une démarche qui met l'accent en priorité sur l'exploitation des compétences en présence et qui donne aux personnes concernées des outils leur permettant de mieux comprendre ce qu'elles vivent en tant que parents. La rigueur de la démarche doit également veiller à ne pas succomber à la tentation de dire aux parents ce qui bon pour eux ou pour leurs enfants et de

³ idem 1

plaquer ainsi des modèles d'éducation théoriques qui sont en décalage complet avec leurs repères et leurs besoins.

En outre, ce travail de réappropriation du rôle de parent doit s'accompagner d'un questionnement sur la responsabilité collective de ce qui se joue aujourd'hui dans la société. Car les accusations portées sur les parents dits « démissionnaires » occultent à nos yeux la responsabilité de la société tout entière. Il est évident qu'il est plus facile de remettre la culpabilité sur des individus que d'interroger un modèle de société... En accusant les parents de "démissionner", on épingle leur responsabilité personnelle sans prendre en compte les problèmes sociaux et économiques. Comme si la cause du désarroi des parents était purement individuelle et non collective. Alors que nous vivons dans une société de violence permanente. Il ne s'agit pas ici d'une violence physique ou meurtrière mais d'une violence institutionnalisée et bien-pensante. Celle qui privilégie ceux qui « ont » par rapport à ceux qui « n'ont pas ». Combien d'entre nous ne se sont pas retrouvés démunis et dépassés par les exigences de nos adolescents confrontés à une société de consommation dominée par des valeurs ultralibérales ? *Pour être, il faut avoir*, leur répète-t-on à longueur de journée. Des valeurs qui font leur chemin et finissent par provoquer des dégâts énormes sur des jeunes en manque de repères (ou plutôt ayant un trop-plein de repères dictés par une société de consommation qui pousse à l'extrême). Et du coup, le parent qui a le malheur d'avoir un enfant qui veut « avoir » se retrouve du mauvais côté, de ceux qui doivent être punis...

Coupables d'êtres pauvres ?

Face à toutes ces questions de société, face aux réelles difficultés des familles et des jeunes, voilà la réponse de nos responsables politiques : des stages parentaux au lieu d'une prise en compte globale des problèmes des gens. Des mesurettes prises dans l'urgence pour finalement calfeutrer ce que personne ne veut voir : le malaise profond de notre société qui, au lieu de s'attaquer aux vrais problèmes, stigmatise les plus démunis, les plus pauvres, les plus fragiles. Comme si la pauvreté était attachée à la personne qui en devient dès lors coupable. Doublement puni, voilà la logique du moment. Logique qui marche bien, d'autant plus qu'elle fonctionne sur base du fait que chacun est seul face à son problème et que s'il veut le régler, *il n'a qu'à...* Et s'il ne veut pas le faire, on lui rappellera cette obligation, sanction à l'appui ! À l'inverse de cette dictature de l'émotion, à l'inverse de la culpabilisation individuelle et d'une vision à court terme, peut-on un jour espérer des mesures politiques qui tiennent compte des réels besoins des gens ? Des mesures audacieuses dans lesquelles les personnes se sentent reconnues et respectées, et non humiliées ?